

SCFP / Syndicat canadien
de la fonction publique

RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2013-2014



NOTRE VILLAGE GLOBAL

Table des matières

- 1 Notre village global
- 2 Congrès 2013
- 4 Rencontres internationales
- 8 Projets avec nos partenaires
- 12 Carte : implications du SCFP 2013-2014
- 16 Solidarité internationale
- 20 Politique étrangère et commerce
- 22 Vers l'avenir
- 24 Nos donateurs et membres du comité

Le rapport sur la solidarité internationale du SCFP 2013-2014 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7

© SCFP 2014

Imprimé par une entreprise syndiquée avec des encres végétales sur du papier recyclé sans chlore et contenant 100% de matières recyclées après consommation, certifié par le Forest Stewardship Council.

Écrit par : Raul Burbano, Michael Butler, Kelti Cameron, Graham Cox, Elizabeth Dandy, Catherine Louli, Mary Catherine McCarthy, Barbara Wood

Carte : Nicole Chénier

Rédactrice : Catherine Louli

Adjointes à la rédaction : Hélène Bélanger, Philippe Gagnon, Manon Lajoie

Conception : Marnie Thorp

Photos : Josh Berson, page couverture, pp. 2, 8, 11, 14, 16, 17, 21, 23, 24, page arrière; Michael Butler, p. 4; istockphoto p 7; Kelti Cameron, p.10; Jaber al Nahian, p. 18; Kalpona Akter, pp. 19

ISSN# 1920-1443

On peut se procurer une version électronique du Rapport sur la solidarité international à : scfp.ca/justicemondiale/RS2014

Paul Maerik.



Charles Fleury.

La solidarité est un principe fondamental du mouvement syndical auquel adhèrent les travailleurs de partout sur la planète. C'est aussi la pierre angulaire de notre travail en faveur de la justice dans le monde.

Au Canada, les membres du SCFP partagent les préoccupations des travailleurs du monde entier. Notre vie de tous les jours est affectée non seulement par les décisions prises par nos employeurs, mais aussi par des politiques mondiales qui visent à rabaisser les droits des travailleurs et à affaiblir les syndicats.

Sur la scène mondiale, les travailleurs sont touchés par l'inégalité économique croissante, les attaques contre leurs droits syndicaux, la hausse de la répression et, dans certains pays, les risques pour la sécurité personnelle, voire la mort. En ces temps difficiles, nous puisons notre force dans la solidarité. Notre appui aux luttes de nos consœurs et confrères d'ailleurs dans le monde sont prioritaires pour le SCFP.

Le pouvoir de l'action collective, de la Turquie au Brésil, en passant par l'Afrique du Sud et l'Espagne, attise et entretient l'espoir. Les gens se lèvent pour

exiger la justice et la démocratie. Ils veulent avoir de l'eau, être instruits, être soignés et pouvoir adhérer à un syndicat. Les citoyens qui ont supervisé les élections au Honduras ont contribué à assurer l'équité du processus et à freiner la violence. Dans d'autres cas, la participation communautaire mise sur la force des gens pour s'opposer à la corruption et à l'ingérence étrangère dans les systèmes électoraux.

À la fin de l'année dernière, nous avons pleuré la mort de l'ancien président d'Afrique du Sud, Nelson Mandela. Par son leadership et son militantisme au Congrès national africain, même de sa cellule, Mandela a inspiré de nombreux Sud-Africains et est devenu le visage du mouvement mondial contre l'apartheid, un mouvement qui a grandement bénéficié de la solidarité internationale. Les syndicats du monde entier se sont courageusement opposés à l'apartheid, malgré les pressions exercées par les gouvernements qui résistaient au changement, y compris celui du Canada.

Le SCFP est toujours solidaire des gens les plus opprimés du monde. Le rôle du gouvernement canadien sur la scène internationale a radicalement changé avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs de

Stephen Harper. La politique étrangère du Canada lui a suscité la méfiance de ses alliés. L'évolution de la présence militaire, diplomatique et économique du Canada dans le monde fait en sorte qu'il est encore plus important de s'impliquer pour défendre la justice partout sur la planète. Que ce soit en attirant l'attention sur la santé et la sécurité des travailleuses du vêtement ou en échangeant expériences et stratégies avec notre syndicat affilié du Royaume-Uni, nous agissons localement, tout en pensant mondialement.

Ce rapport annuel fait état des projets de solidarité entre travailleurs réalisés en collaboration avec des syndicats et des organisations du mouvement social des Philippines, de la Birmanie, du Nicaragua, de la Colombie, du Honduras et de Cuba. Le rapport examine également les accords de commerce international et les décisions du Canada en matière de politique étrangère.

Nous remercions les sections locales et les divisions du SCFP qui contribuent au Fonds pour la justice mondiale et qui incitent les autres à en faire autant.



CONGRÈS 2013, QUÉBEC

LUTTER POUR LA JUSTICE, RENFORCER
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



LA SOLIDARITÉ ET L'ENGAGEMENT À L'ÉGARD DE NOS CONSŒURS ET CONFRÈRES D'AILLEURS DANS LE MONDE SONT AU CŒUR DE L'ACTION INTERNATIONALE DU SCFP.

Des partenaires de nombreux pays ont participé à notre 26^e congrès national à Québec en 2013. Le SCFP y a invité des personnalités du mouvement syndical du Royaume-Uni, des Philippines, de l'Afrique du Sud et du Honduras. Des représentants de l'Internationale des services publics ont aussi présenté des exposés et participé à des discussions avec les membres du SCFP sur les conditions des travailleurs et sur les mouvements sociaux dans le monde. Les délégués ont débattu des meilleurs moyens à prendre pour nous soutenir les uns les autres dans nos luttes respectives.

La principale préoccupation des syndicats du monde entier est l'offensive en cours contre les droits des travailleurs. C'est ce que la secrétaire générale de l'Internationale des services publics (ISP), Rosa Pavanelli, a déclaré aux délégués. Selon Mme Pavanelli, la crise financière, créée de toutes pièces par les banquiers et les spéculateurs, a été le déclencheur des attaques contre les services publics et le mouvement syndical. Elle a félicité le SCFP pour les positions prises dans plusieurs dossiers, dont certains vont au-delà du travail effectué pour améliorer les conditions de travail des membres. Ces positions, a soutenu Mme Pavanelli, ont permis de créer des liens avec le public, ce qui aidera le SCFP à riposter aux attaques contre les services publics.

Malheureusement, même si la crise économique mondiale est terminée, l'inégalité entre les riches et les pauvres continue de s'accroître. Les travailleurs canadiens subissent

une répression croissante et doivent faire face à des attaques soutenues contre les droits des syndicats. Nos invités ont parlé de la nécessité de faire preuve de solidarité. Leur message était clair : nos droits sont menacés. Et la cause est tout aussi limpide : les politiques des gouvernements favorisent les profits des entreprises au détriment d'une rémunération équitable et du respect des travailleurs.

La répression syndicale est endémique aux Philippines, où militants et organisateurs sont emprisonnés ou tués lorsqu'ils défendent leurs droits. La privatisation et le manque de services à coût abordable empêchent les Sud-Africains d'accéder à l'eau et à l'électricité dans les localités les plus pauvres. Au Honduras, les travailleuses sont outrageusement exploitées dans des usines qui fabriquent des vêtements pour quelques-unes des entreprises multinationales les plus riches du monde. Le gouvernement du Royaume-Uni impose des mesures d'austérité, tout comme les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada.

La solidarité internationale est essentielle à l'élaboration de stratégies gagnantes pour défendre les droits des travailleurs. Afin que le SCFP continue à œuvrer sur la scène internationale, les délégués ont adopté le document d'orientation stratégique, ainsi que la résolution 181, qui prévoit la tenue d'une réunion stratégique en 2014 pour évaluer le travail de solidarité internationale du SCFP et les moyens à prendre pour stabiliser et accroître le Fonds pour la justice mondiale.



RENCONTRES INTERNATIONALES

Commission de la condition de la femme de l'ONU

Les femmes ont réclamé l'éducation gratuite universelle et l'accès aux garanties de base de la protection sociale, lors de la 58^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, tenue du 10 au 21 mars 2014. Des représentantes de syndicats du monde entier se sont rassemblées à New York pour faire pression sur les gouvernements représentés à la Commission de l'ONU. Elles ont déterminé qu'un travail acceptable et un salaire de subsistance sont essentiels à l'amélioration de la vie de millions de femmes dans le monde.

Les consœurs présentes se sont aussi dites extrêmement préoccupées par la diminution des budgets des services publics en réponse à la crise économique mondiale. Ces compressions, qui accroissent la pauvreté, touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles.

Pour en savoir plus :
unioncsw.world-psi.org

Internationale des services publics

Une réunion des affiliés nord-américains de l'Internationale des services publics (ISP) a eu lieu en janvier à Washington. Le président national du SCFP, Paul Moist, et le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury, étaient présents. Les affiliés de l'ISP ont discuté de leurs luttes respectives

et collectives pour défendre les droits des travailleurs et promouvoir la solidarité internationale. Les différentes stratégies de riposte utilisées ont aussi été partagées. Les attaques législatives et les effets des accords de libre-échange et de la privatisation sur les travailleurs du secteur public étaient également au cœur des discussions.

Le SCFP continuera de collaborer avec l'ISP, alors que l'organisation mise de plus en plus sur l'échange d'information, les campagnes de solidarité, la sensibilisation du public et des législateurs et les moyens d'action conjoints.

Outgames mondiaux

La Conférence sur les droits fondamentaux des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) organisée dans le cadre des Outgames mondiaux, tenus à Anvers en Belgique, a permis d'entendre de formidables conférenciers, dont l'avocate camerounaise et championne des droits des LGBT, Alice N'Kom.

Une délégation de militants du SCFP composée d'Annaliese Hunt (section locale 7000), d'Audrey Gauthier (section locale 4041) et de Sajid Sheikh (section locale 4092), a participé à cette conférence à l'été 2013. Ils étaient accompagnés par l'adjoint exécutif du secrétaire-trésorier national, Michael Butler.

La délégation a présenté un exposé sur le harcèlement et la

discrimination transphobique en matière d'emploi et de services de santé au Canada.

Les membres de la délégation ont échangé avec d'autres militants de la base et ont tissé des liens avec des consœurs et confrères du monde entier. De l'Asie à l'Amérique du Sud et de l'Afrique du Sud aux pays du Nord, plus de 70 pays étaient représentés à la conférence.

Les militants ont parlé de leurs luttes personnelles et, parfois, de leurs réussites. La conférence prévoyait des séances plénières et des ateliers sur des sujets comme la santé de la communauté LGBT ou encore les syndicats et les droits LGBT.

Les Outgames mondiaux ont connu un vif succès.

L'AFSME

Le SCFP poursuit sa collaboration avec l'American Federation of State and Municipal Employees (AFSME) dans le but d'échanger idées et stratégies pour la protection et l'expansion du système public de retraite au Canada et aux États-Unis. L'AFSME a participé à la Conférence nationale du SCFP sur les négociations en 2013 et y a expliqué les importantes stratégies de riposte mises en œuvre pour combattre les attaques visant à restreindre notre droit à l'organisation et à la syndicalisation menées par trop d'élus et de membres de l'élite du monde des affaires. Notre solidarité est notre force.



SE RÉAPPROPRIER L'EAU PUBLIQUE

SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, LE SCFP EST CONSIDÉRÉ COMME UN SYNDICAT QUI LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION DE L'EAU ET QUI APPUIE LES CAMPAGNES EN FAVEUR DES SERVICES D'EAU PUBLICS.

Barcelone

L'importance du contrôle démocratique des services d'eau (eau potable, assainissement, bassins versants en amont, utilisation de l'eau à des fins industrielles et agricoles) par le public et les communautés a été un sujet chaud à une réunion tenue à Barcelone, en Espagne, en novembre 2013.

Réunis sous la bannière du Réseau pour la réappropriation de l'eau publique, 50 participants de la société civile (syndicalistes, universitaires et exploitants de réseaux d'eau) venus de 29 pays ont élaboré des stratégies afin de renforcer le réseau mondial pour la démocratisation des services d'eau publics.

La coordonnatrice de la lutte contre la privatisation au SCFP, Mary Catherine McCarthy, représentait notre syndicat. Des partenaires canadiens étaient aussi présents : Meera Karunanathan, responsable de la campagne des Collectivités bleues du Conseil des Canadiens, et David McDonald du Projet pour les services municipaux de l'Université Queens.

Sur la scène internationale, le SCFP est considéré comme un syndicat qui lutte contre la privatisation de l'eau et qui appuie les campagnes en faveur des services d'eau publics. Dans de nombreux pays, des campagnes en faveur de l'eau publique s'organisent pour contrer les programmes d'austérité qui préconisent notamment la privatisation des services publics.

Les défenseurs du droit à l'eau ont attiré l'attention avec des campagnes menées pour ramener l'eau dans le giron public, notamment celles de Berlin et de Jakarta. Dans ces villes, les gouvernements ont mis fin à leur contrat avec des exploitants privés en raison de l'action militante. Jusqu'à maintenant, 86 municipalités dans le monde ont réussi à se réapproprier leurs services d'eau.

La conférence s'est aussi penchée sur un nouveau modèle de gestion des services publics de l'eau : les partenariats public-public (PPU). Les PPU privilégient l'intérêt public et offrent une solution de rechange aux partenariats public-privé (PPP) ou à la mainmise des grandes entreprises.

De nombreux participants à la Réunion de stratégie pour l'avenir de l'eau publique ont aussi assisté au congrès de l'Alliance mondiale des partenariats de services de distribution de l'eau qui a suivi. Le congrès portait sur la promotion des ententes de partenariat sans but lucratif entre les réseaux d'eaux potables et usées, surtout en Europe et dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et des Amériques. Ces partenariats renforcent le pouvoir des exploitants des réseaux d'eau grâce au partage des connaissances et aux programmes de mentorat pour l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement.



▲
JOURNÉE INTERNATIONALE
DES FEMMES, HONDURAS

PROJETS AVEC NOS PARTENAIRES

DES GAINS POUR LES TRAVAILLEUSES D'AMÉRIQUE CENTRALE

En mars, les cris de joie ont retenti au forum annuel organisé par le Mouvement Maria Elena Cuadra des travailleuses et des chômeuses (MEC), tenu à Managua au Nicaragua. Le MEC est un partenaire du SCFP. Un millier de femmes - des centaines de travailleuses des maquilas du Nicaragua et un plus petit nombre de leurs consœurs travaillant dans des ateliers de misère au Guatemala, au Salvador et au Honduras - ont participé à l'événement. Elles ont adopté le Plan d'action pour les droits syndicaux des travailleuses des maquilas. Ce plan d'action a nécessité deux années de préparation. Plus de 4000 travailleuses des maquilas d'Amérique centrale ont participé à son élaboration, en débattant des priorités et des stratégies à adopter.

Le résultat est un document concis, d'une qualité remarquable, qui expose les thèmes prioritaires identifiés par les travailleuses des maquilas : le droit à la santé et à la sécurité au travail, le droit à la santé sexuelle et reproductive, la protection contre la violence physique, le harcèlement sexuel et l'intimidation au travail. Le rapport, dont les recommandations ont été lues à haute voix pendant le forum, a été chaudement accueilli par les participantes. Le plan d'action a été remis aux leaders politiques et syndicaux invités et on leur a demandé de s'engager à travailler à la mise en œuvre des recommandations. Ce forum a été l'occasion de souligner les réalisations des femmes, d'obtenir un appui politique au plan d'action et de célébrer la force nouvelle de ces travailleuses d'Amérique centrale.

Une délégation de membres de syndicats canadiens réunie par CoDevelopment Canada (CoDev) a eu la chance de participer au forum du MEC. Cette délégation incluait trois représentantes du SCFP : Susan Blair, vice-présidente générale du SCFP-Colombie-Britannique, Dianne Frittenburg, présidente de la section locale 1933 et secrétaire-trésorière du SCFP-Nouvelle-Écosse, et Joëlle Ravary, présidente intérimaire de la section locale 1500, région Saint-Laurent, et membre du Comité national des femmes du SCFP. L'événement marquait les 20 années de collaboration solidaire entre le SCFP et le MEC.

En 1994, un petit groupe de travailleuses et de militantes du Nicaragua ont fait l'objet d'ostracisme, de menaces et d'agressions physiques uniquement parce qu'elles avaient décidé qu'il était temps de syndiquer les femmes des maquilas. Elles ont alors communiqué avec CoDev, qui a reconnu l'urgence de soutenir ces travailleuses des zones franches, systématiquement victimes de violations de leurs droits au travail. Le SCFP-Colombie-Britannique s'est entendu avec CoDev pour appuyer le MEC. Ce partenariat existe toujours. Le SCFP national y participe depuis 1999.

La délégation canadienne s'est aussi rendue au Honduras pour rencontrer un autre partenaire du SCFP, le Collectif des femmes honduriennes (CODEMUH), qui se consacre surtout aux droits en matière de santé et de sécurité des travailleuses de maquilas.



FERDIE GAITE, DE COURAGE, AU
CONGRÈS NATIONAL DU SCFP



Philippines

COURAGE

La Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (COURAGE), qui compte plus de 200 000 membres, est la plus grande centrale syndicale des Philippines. Ses membres font présentement campagne pour dénoncer la corruption et s'opposer à la privatisation. COURAGE exige des services publics de qualité et la libération de plusieurs prisonniers politiques.

En 2013, des membres du SCFP ont participé à une mission de solidarité pour enquêter sur les violations des droits de la personne aux Philippines. La délégation, qui comprenait aussi des représentants de l'Alliance de la fonction publique du Canada et du Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines, a travaillé en étroite collaboration avec les dirigeants de COURAGE, un partenaire du SCFP. Elle a rencontré des travailleurs du secteur public afin d'enquêter sur les attaques croissantes contre des employés gouvernementaux syndiqués, des organisateurs et des défenseurs des droits de la personne.

COURAGE a organisé cette mission d'enquête parce que six de ses dirigeants ont été victimes d'assassinats politiques au cours des cinq dernières années.

Karapatan, une organisation respectée de défense des droits de la personne, signale 169 victimes de meurtres extrajudiciaires, 19 cas de disparitions forcées et 570 cas d'arrestations illégales sous l'actuel gouvernement Aquino. Deux organisateurs nationaux de COURAGE, Randy Vegas et Raul Camposano, sont notamment détenus depuis le 3 décembre 2012.

Les mesures de contre-insurrection mises en place pour justifier les meurtres extrajudiciaires, les disparitions, les arrestations arbitraires et la détention de militants partout au pays ont augmenté. Ce programme d'oppression mené par les militaires vise à supprimer toute résistance légitime, y compris le droit de former des syndicats et de s'organiser collectivement.

La campagne pour la libération des deux organisateurs de COURAGE, MM. Vegas et Camposano, s'inscrit dans un effort national pour faire libérer des centaines d'autres prisonniers.

La délégation s'est engagée à attirer l'attention du Canada sur les violations des droits de la personne des travailleurs du secteur public commises par le gouvernement des Philippines.

Alliance of Concerned Teachers

Le partenaire du SCFP dans le secteur de l'éducation, Alliance of Concerned Teachers (ACT), vient d'être reconnu comme seul et unique agent de négociation des 60 000 enseignants de la région de la capitale nationale des Philippines. Le syndicat se prépare maintenant à négocier une première convention collective. Il mène une campagne active contre les PPP, les systèmes de bons des écoles privées et le manque aigu de ressources. L'ACT participe à plusieurs causes politiques, dont la contestation de la présence militaire américaine aux Philippines et la proposition du gouvernement visant à permettre le contrôle complet d'actifs et de terres par des étrangers.

SOLIDARITÉ : IMPLICATION DU SCFP 2013-2014

ÉTATS-UNIS

Objet : Promouvoir des interventions universelles plus efficaces et plus rapides relativement au VIH et au SIDA, SCFP C.-B.

Lettre de plainte à FirstEnergy Corp. –
Objet : lockout des membres du Utility Workers Union of America (UWUA) (Syndicat des travailleurs des services) en Pennsylvanie

Lettre à Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique, Objet : demande d'exercer son pouvoir discrétionnaire pour faire libérés tous les « Cuban 5 »

CUBA

Lettre de solidarité à l'occasion du XX Congrès de la Central de Trabajadores

Projet : renforcer la solidarité entre le Syndicat du secteur public cubain et le SCFP, SCFP-C.-B.

GUATEMALA

Lettre à l'Ambassadeur George De La Roche, Objet : justice pour les syndicalistes assassinés au Guatemala

Lettre au Président du Guatemala Otto Pérez Molina – 58 syndicalistes assassinés

HONDURAS

Projet : renforcement du Réseau des femmes d'Amérique Centrale en solidarité avec les travailleuses des maquilas par l'entremise du coopérative des femmes du Honduras, CODEMUH

NICARAGUA

Projet : habilitation des travailleuses des maquilas, renforcement des capacités et formation pour le centre en négociation et de résolution de conflits pour le mouvement Maria Elena Cuadra

COLOMBIE

Projet : soutien communautaire contre la privatisation de l'eau – SINTRACUAVALLE – SCFP-N.É.; SCFP Terre-Neuve-et-Labrador

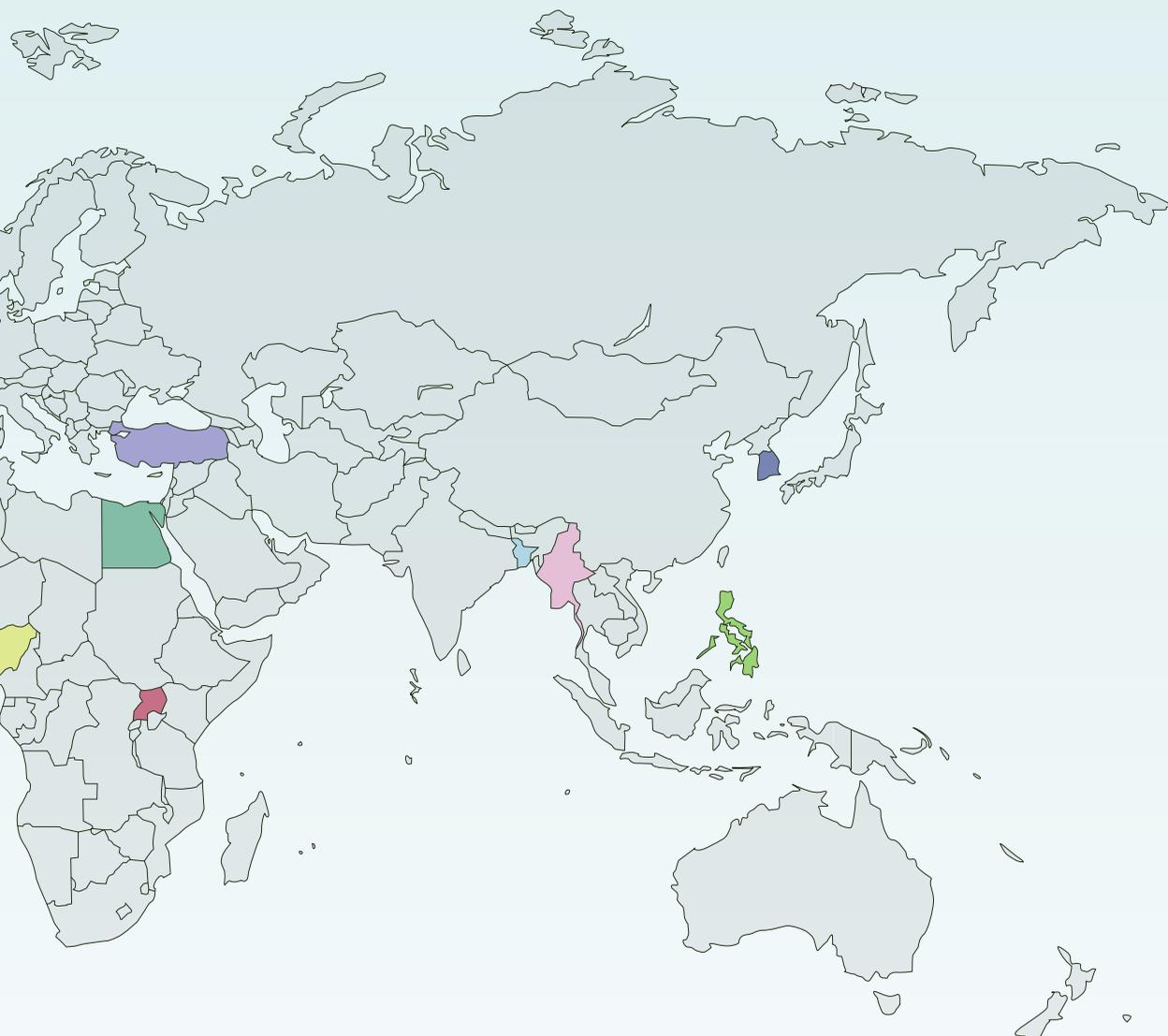
Projet : défendre les droits de la personne avec les communautés locales et les syndicalistes colombiens - NOMADESC, Cali, Colombie

BRÉSIL

Lettre de solidarité pour les travailleurs de la santé de l'État de São Paulo au Brésil

TURQUIE

Lettre au Premier ministre Turque, Objet : procès intentés contre des syndicalistes et attaques lancées contre la Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public (KESK)



NIGÉRIA

Lettre à Jason Kenney, Ministre de l'Immigration
Objet : préoccupations face à la situation de deux étudiantes nigériennes, Victoria Ordu et Ikuama Amadi qui font face à une possible déportation du Canada

ÉGYPTE

Lettre à John Baird, Ministre des Affaires étrangères du Canada –
Objet : deux Canadiens détenus, Tarek Loubani, médecin et John Greyson, cinéaste

UGANDA

Lettre au Premier ministre Stephen Harper, Objet : préoccupations face à la loi homophobe adoptée en Ouganda

BANGLADESH

Lettres au Premier ministre Stephen Harper - l'effondrement de l'édifice Rana Plaza à Dhaka au Bangladesh, avril 2013

Délégation syndicale et parlementaire soulignant le 1^{er} anniversaire de l'effondrement de l'édifice Rana Plaza

MYANMAR (BIRMANIE)

Renforcement des capacités des défenseurs des droits de la personne en Birmanie, phase V

CORÉE DU SUD

Lettre au Président Sud-Coréen, Objet : le besoin urgent de respecter les droits des travailleurs

Message de solidarité au Syndicat des travailleurs coréens des Services publics et sociaux et des transports, Division de la solidarité des travailleurs de l'éducation (KPTU-EdSol)

PHILIPPINES

Projet : défendre les droits de la personne aux Philippines : Un projet de solidarité entre travailleurs – Phase VI

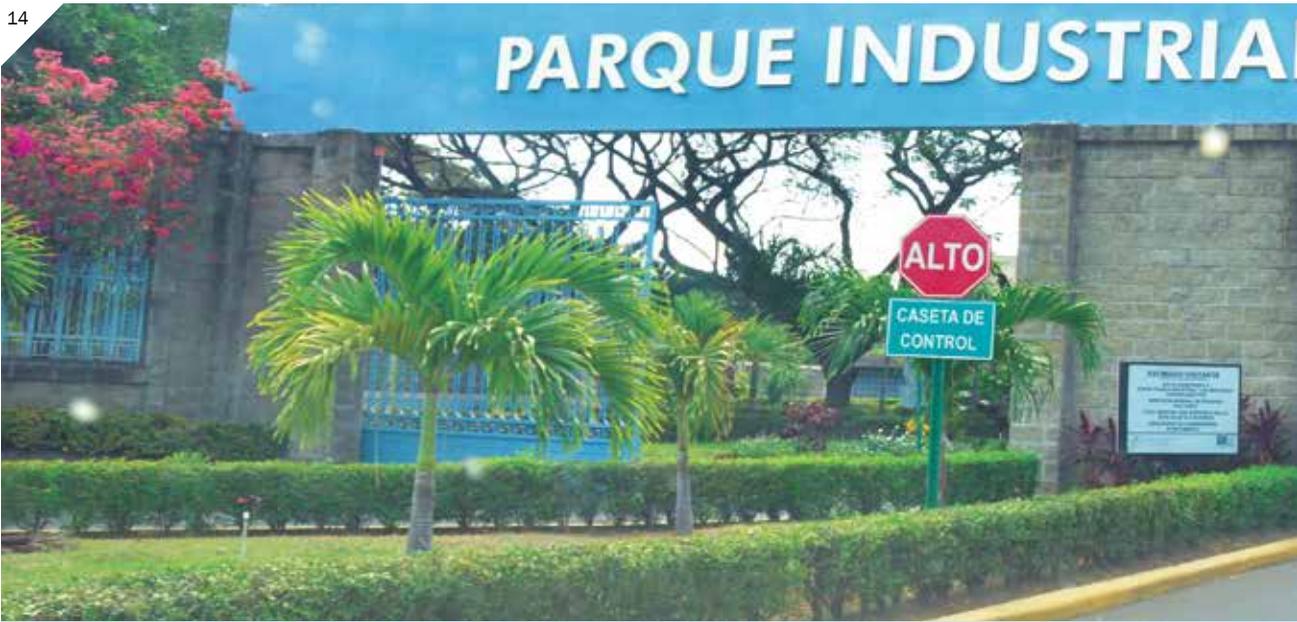
Mission internationale d'information organisée par COURAGE

Message de solidarité – The Water System Employees' Response Congress

Don visant à soutenir les efforts de reconstruction à la suite du typhon Haiyan

Lettre à la Secrétaire Leila Delima, Ministère de la Justice des Philippines, Objet : libération de Randy Vegas et Raul Camposano – Organismes de COURAGE détenus aux Philippines

PARQUE INDUSTRIAL



Myanmar (Birmanie)

Après les réformes démocratiques mises en œuvre au Myanmar (ex-Birmanie) en 2010, de nombreux militants et organismes de défense des droits ont pu entrer au pays plus facilement.

Le SCFP, de concert avec CUSO International et VSO, appuie le mouvement en faveur de la démocratie à la frontière thaïlando-birmane depuis plusieurs années. Grâce à l'élargissement de la liberté de mouvement, plus d'activités s'organisent au Myanmar et de nombreux groupes ont déjà déménagé leurs installations à l'intérieur du pays. D'autres maintiennent leur présence en Thaïlande.

Bien que la situation au Myanmar s'améliore de manière générale dans la métropole de Yangon (autrefois Rangoon), certains de ces changements positifs ne se font pas encore sentir dans les régions ethniques, comme les États du Kachin et de l'Arakan. Les conflits militaires et ethniques ainsi que les violations des droits de la personne se poursuivent dans les régions.

Les donateurs internationaux ont modifié leurs priorités et réduit ou annulé le financement accordé à des

organisations situées à la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar parce qu'ils croient, à tort, que ces groupes peuvent désormais fonctionner à l'intérieur du pays, sans crainte de répression.

Depuis que notre partenaire VSO a décidé de s'installer à l'intérieur du Myanmar, le projet de justice mondiale du SCFP visant à augmenter la capacité des défenseurs des droits de la personne en Birmanie est appuyé par l'Union des femmes birmanes (Burmese Women's Union ou BWU), qui opère à partir de la Thaïlande. La BWU travaille à promouvoir le rôle des femmes au Myanmar et à accroître leur contribution à la lutte pour la démocratie et les droits de la personne. L'organisme veut aussi créer une association fédérale véritablement démocratique. Nous sommes reconnaissants pour l'appui du BWU, qui a permis à notre projet de se poursuivre en 2013-2014 et, ainsi, d'aider les organisations qui se penchent sur les droits fonciers, le rôle des femmes dans la société et les droits fondamentaux comme l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

Cuba

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
Avec son économie qui s'ouvre à l'entreprise privée, Cuba vit une époque de profonds changements. Les travailleurs ont désormais le droit d'être « autonomes » dans certains secteurs, selon la liste officielle qui permet l'autonomie pour 178 emplois. Beaucoup de ces travailleurs autonomes sont membres du Syndicat national des travailleurs de l'administration publique (SNTAP). Des modifications seront bientôt apportées au code du travail et tous les syndicats, y compris le SNTAP, devront offrir à leurs travailleurs et à leurs dirigeants une formation sur ces changements et leur interprétation. Malgré le contexte changeant, l'appui du SCFP qui procure de l'équipement et du matériel pour les salles de classe demeure donc pertinent.

CoDevelopment Canada coordonne l'expédition du stock destiné aux classes de formation locales du SNTAP. Ce projet a débuté en 2012. Il a connu quelques difficultés au fil des ans, l'économie cubaine et les désastres naturels ayant compliqué les achats. Les articles expédiés



ZONE DE MAQUILAS AU HONDURAS

devraient arriver à Cuba au cours des prochains mois.

Colombie

SINTRACUAVALLE

Le projet du SCFP intitulé Travail communautaire pour défendre l'eau publique, entrepris avec le syndicat des travailleurs des eaux de la province colombienne de Valle de Cauca (SINTRACUAVALLE) et appuyé par le

fronts : sensibiliser sa clientèle de base pour l'inciter à lutter contre la privatisation et créer des alliances avec de petits réseaux communautaires des eaux, des travailleurs de l'agence régionale de l'environnement et d'autres leaders communautaires. Au cours des 12 dernières années, SINTRACUAVALLE s'est efforcé de garder ACUAVALLE publique et a repoussé cinq importantes tentatives de privatisation.

passé lors de l'événement. Le SCFP-Saskatchewan et le SCFP national verseront une somme équivalente aux dons recueillis.

NOMADESC joue un rôle de premier plan dans la défense des droits de la personne dans la région sud-ouest du pays. L'organisation œuvre auprès des communautés autochtones, afro-colombiennes et paysannes. Les syndicats, les femmes et les jeunes bénéficient aussi de son travail.

PRÈS DE 95 POUR CENT DE LA POPULATION VIT SOUS LE SEUIL DE LA PAUVRETÉ, L'ENTREPRISE PUBLIQUE DES EAUX OFFRE DONC UN SERVICE VITAL.

SCFP-Nouvelle-Écosse et le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, prend de l'ampleur. La violence, omniprésente au pays à cause de la guerre civile en cours, a des effets sur la région. En outre, le trafic de la drogue a fait augmenter le chômage et la pauvreté. Comme près de 95 pour cent de la population vit sous le seuil de la pauvreté, l'entreprise publique des eaux offre donc un service vital à bon nombre de citoyens qui seraient autrement incapables de payer pour ce service.

SINTRACUAVALLE a décidé de concentrer ses efforts sur deux

Dans le cadre de cette lutte, certains membres ont reçu des menaces de mort et ont été victimes de harcèlement.

NOMADESC

Avec l'appui financier du Fonds pour la justice mondiale du SCFP et du SCFP-Colombie-Britannique, NOMADESC continue de défendre les droits des communautés colombiennes et des syndicalistes par l'éducation, la défense des droits et la mobilisation. En 2014, les délégués au congrès du SCFP-Saskatchewan ont aussi appuyé NOMADESC, le chapeau ayant été

NOMADESC se consacre surtout à la défense des droits de la personne et à l'éducation. L'organisation offre un programme intensif en droits de la personne. Le premier cours permet aux leaders communautaires de se familiariser avec les notions de base. Les diplômés peuvent ensuite suivre des cours de niveau intermédiaire et spécialisé. Ceux qui réussissent le programme deviennent des défenseurs des droits de la personne dans leurs communautés. Ils font aussi partie d'un réseau régional qui s'efforce de créer des liens entre les communautés déchirées par le conflit.

NOMADESC poursuit son important travail auprès des victimes du conflit pour les aider à accéder au système de justice.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LES CONSEURS SE SOUHAITENT
LA BIENVENUE À L'ACTIVITÉ - NON
À LA VIOLENCE CONTRE LES
FEMMES - AU HONDURAS

ACTIVITÉ DE LA JOURNÉE
INTERNATIONALE DES
FEMMES AU HONDURAS



LA SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS AU HONDURAS

En 2009, le président démocratiquement élu du Honduras, Manuel Zelaya, a été destitué par les élites militaires et politiques qui se sont emparées du pouvoir. Cette rupture de la gouvernance démocratique a ramené le Honduras des décennies en arrière et il est aujourd'hui l'un des pays les plus inégalitaires de la région.

En novembre 2013, le SCFP s'est joint à une délégation composée de représentants d'organisations syndicales et de groupes communautaires, d'universitaires et d'un ancien chef des Premières Nations Algonquines Ardoch. Sous la direction de Common Frontiers, la délégation était au Honduras à titre officiel pour observer les élections. Ses membres se sont rendus dans différentes régions du pays pour visiter des communautés et rencontrer des groupes qui ressentent les effets négatifs des investissements canadiens.

Comme par le passé, les élections ont été entachées par la violence étatique, les violations des droits fondamentaux, l'intimidation et la fraude. La plupart des observateurs indépendants ont condamné ces élections et plusieurs partis politiques ont rejeté les résultats

du scrutin. Mais malgré toutes ces irrégularités, ces élections sont historiques parce que, pour la première fois depuis des décennies, elles ont brisé le monopole exercé par deux partis, le Parti national et le Parti libéral. Des partis progressistes comme LIBRE étaient en effet sur les rangs.

Le gouvernement canadien refuse de tenir le gouvernement du Honduras responsable des violations des droits fondamentaux au Honduras. Il a plutôt profité de la détérioration des conditions pour encourager les investissements canadiens. Dans les maquilas, de grandes entreprises comme Gildan Activewear continuent à engranger d'immenses profits grâce aux piètres lois du travail et aux pratiques inacceptables, comme le congédiement de travailleuses souffrant de blessures subies au travail.

Le Honduras est actuellement aux prises avec la corruption, la pauvreté, la violence étatique et la militarisation. Les investissements des grandes entreprises et les accords de libre-échange ont entraîné la suppression des droits fondamentaux, des droits syndicaux et de la démocratie.



▲ EFFONDREMENT DE L'ÉDIFICE RANA PLAZA, 24 AVRIL 2013



KALPONA AKTER, DU BWSC

KALPONA AKTER EN TOURNÉE AU CANADA

Kalpona Akter avait 12 ans lorsqu'elle a commencé à travailler dans l'industrie du vêtement. À 16 ans, elle a été congédiée parce qu'elle a tenté de syndiquer les travailleuses de son usine. En 2001, Mme Akter a co-fondé le Centre de solidarité des travailleurs du Bangladesh (BCWS), un organisme qui offre une formation en droits syndicaux et en leadership aux travailleuses du vêtement.

Après l'effondrement de l'édifice de la Rana Plaza, au Bangladesh, où 1200 travailleuses et travailleurs du vêtement ont perdu la vie, Mme Akter a été invitée par le SCFP, le Réseau de solidarité des maquilas (MSN) et l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) à venir au Canada, du 24 novembre au 6 décembre 2013. La tournée visait à dénoncer les entreprises canadiennes qui profitent de l'exploitation et des mauvaises conditions de travail au Bangladesh. La tournée visait aussi à obtenir des appuis à la cause des travailleuses et travailleurs du vêtement.

Le BCWS est l'une des plus importantes organisations de défense des droits des travailleurs du Bangladesh. Elle a été fondée en 2001 par un groupe d'anciennes travailleuses du vêtement qui voulaient changer les conditions de travail déplorables imposées aux femmes dans cette industrie. Le mouvement international de défense des droits du travail, tout comme les entreprises

multinationales du secteur du vêtement, considèrent le Centre comme l'une des organisations de travail les plus efficaces qui soient au Bangladesh.

Pendant son séjour au Canada, Mme Akter a pu sensibiliser les membres des syndicats et l'ensemble de la population à la situation des travailleuses et travailleurs du vêtement et ainsi accroître la pression exercée sur les entreprises canadiennes impliquées dans l'effondrement de l'édifice de la Rana Plaza afin qu'elles indemnisent les victimes.

Le BCWS a offert son soutien aux victimes du désastre de la Rana Plaza. Il fait pression sur les entreprises et les détaillants pour qu'ils signent l'Accord sur les incendies et sur la sécurité des édifices au Bangladesh. Le SCFP et ses alliés se sont engagés à poursuivre le travail amorcé avec Mme Akter pendant son séjour au Canada.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET COMMERCE

Au pays, les organisations de défense de l'environnement et des droits de la personne subissent un harcèlement sans précédent de la part du gouvernement conservateur fédéral. Les groupes qui sonnent l'alarme à propos de l'impact des sables bitumineux sur l'environnement ou ceux qui dénoncent les violations des droits de la personne dans le monde voient maintenant leur statut d'organisme de bienfaisance remis en question. Ils doivent remplir des montagnes de documents pour se conformer aux vérifications ciblées de l'Agence du revenu du Canada.

Ce sont en fait les activités politiques de ces groupes qui ont le statut d'organisme de bienfaisance qui sont visées. Par exemple, leurs activités respectent-elles la « règle du 10 pour cent »? Cette règle prévoit que le statut d'organisme de bienfaisance peut être révoqué si des organisations consacrent plus de 10 pour cent de leur financement à des activités politiques. Le gouvernement fédéral conservateur s'en prend aux défenseurs des droits de la personne et de l'environnement pour faire taire l'opposition à sa politique étrangère.

La politique étrangère du Canada a toujours privilégié les droits de la personne, le maintien de la paix et l'aide humanitaire pour appuyer les

pays les plus pauvres, en particulier en Afrique. Les politiques du Canada en matière de diplomatie, de commerce et d'investissement servent désormais l'intérêt économique des grandes sociétés. Qu'il s'agisse du contrôle des ressources pétrolières au Moyen-Orient ou des profits des minières en Amérique centrale et en Amérique du Sud, la politique étrangère du Canada est maintenant axée sur l'aide aux entreprises.

Le budget fédéral de 2013 annonçait que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) fusionnerait avec le ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAÉCI), liant ainsi explicitement l'intérêt des entreprises à l'aide au développement.

Le gouvernement fédéral intervient vigoureusement auprès de l'Union européenne et des États-Unis en faveur des sables bitumineux et du pétrole sale afin de préserver les marchés internationaux pour ces produits.

Il s'est attiré les critiques et la condamnation de pays de partout sur la planète pour son refus d'agir en matière de changements climatiques.

La politique étrangère du Canada a des conséquences désastreuses pour les travailleurs d'autres pays. C'est dans ce contexte que les organisations non gouvernementales se sentent visées par le gouvernement conservateur lorsqu'elles dénoncent l'impact de politiques canadiennes sur les communautés du monde entier.

Commerce et investissement

Les accords sur le commerce international et les investissements, que l'on nomme « accords de libre-échange » (ALÉ), prolifèrent dans le monde. Les dirigeants de grandes entreprises font la promotion de ces ententes auprès des gouvernements afin de réaliser des profits là où la privatisation et la déréglementation sont imposées. Les ALÉ affaiblissent le secteur public et consolident le pouvoir des grandes entreprises au détriment des personnes les plus vulnérables dans le monde.

En janvier 2014, des militants du Canada, des États-Unis et du Mexique se sont rassemblés à Mexico pour dénoncer le véritable impact de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) sur les communautés et les travailleurs.



▲
RÉUNION AU HONDURAS SUR
LES ACCORDS DE COMMERCE
ET LES ZONES DE MAQUILAS

Ils ont conclu que depuis la signature de l'ALÉNA, les inégalités et l'appauvrissement ont augmenté, tout comme le chômage la dégradation de l'environnement.

L'Accord économique et commercial global (AÉCG) est présentement négocié. Cette entente de libre-échange de « nouvelle génération » va encore plus loin que l'ALÉNA pour protéger les activités des entreprises contre les contrôles gouvernementaux. Le SCFP s'oppose toujours vigoureusement à l'AÉCG parce qu'il aura des

Mais l'AÉCG n'est que la pointe de l'iceberg du soutien et de la promotion du libre-échange par le Canada. Notre pays fait toujours partie du Partenariat transpacifique (PTP), un accord de libre-échange multilatéral dont la négociation est considérée comme la moins transparente et la plus secrète de toute l'histoire du Canada. L'entente engloberait 12 pays (États-Unis, Japon, Australie, Pérou, Malaisie, Vietnam, Nouvelle-Zélande, Chili, Singapour, Canada, Mexique et Brunei Darussalam).

Au début de 2012, une vingtaine de membres de l'Organisation mondiale du commerce, dont le Canada, se sont donné le titre de « vrais amis des services » (The Really Good Friends of Services), avant de lancer des pourparlers officiels et secrets en vue de la conclusion d'un traité qui libéralisera encore plus le commerce et les investissements dans le secteur des services. Ce nouveau traité s'appelle l'Accord sur le commerce des services (ACS). L'ACS est un accord qui cherche à affaiblir les services publics en privilégiant la privatisation et la déréglementation, en plus d'encadrer la façon dont les secteurs des services peuvent être régis, entre autres en restreignant le droit des gouvernements et des parlements de les réglementer. L'ACS représente un danger manifeste pour le secteur public au Canada.

CES ACCORDS ÉLIMINENT LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DE NOTRE ÉCONOMIE ET DE NOTRE SOCIÉTÉ EN IMPOSANT DES LOIS QUI LIMITENT NOTRE CAPACITÉ D'ACTION.

effets sur la façon dont les administrations locales se procurent des biens et des services, en plus notamment de perturber les politiques locales de développement économique, de faire grimper le coût des médicaments et d'imposer de nouveaux mécanismes de règlements des différends entre les investisseurs et les États.

L'objectif de ces accords est de confier la gestion des services de l'État aux entreprises privées et d'en interdire l'accès à ceux qui ne peuvent pas se les payer. Ils favorisent les profits, tout en réduisant l'accès à des services que les Canadiens considèrent comme des droits garantis pour tous. Ces accords éliminent le contrôle démocratique de notre économie et de notre société en imposant des lois qui limitent notre capacité d'action.

Ce projet d'accord est le résultat direct des pressions systématiques exercées par les sociétés transnationales des secteurs des banques, de l'énergie, de l'assurance, des télécommunications, des transports et de l'eau. Le SCFP conteste les objectifs du libre-échange de concert avec l'Internationale des services publics, le Conseil des Canadiens, le Réseau pour un commerce équitable et Common Frontiers.

VERS L'AVENIR

La résilience des travailleurs du monde entier est porteuse d'espoir. Nous sommes unis et nous luttons côte à côte pour renforcer les services publics et obtenir le respect que nous méritons pour le travail que nous faisons. Nous savons que les services publics contribuent à l'équité. Donnez de l'eau potable à une communauté et vous contribuerez grandement à la santé de ses habitants.

L'apport d'un travailleur à sa famille est inestimable. Mais pour les gouvernements pourris par la corruption, cet apport ne compte pas. Pour le SCFP et ses partenaires internationaux, les violations des droits de la personne ne doivent pas demeurer impunies. Nous continuerons à dénoncer les attaques et les violations des droits perpétrées par les grandes entreprises, car lorsqu'on s'en prend à un travailleur, on s'en prend à tous les travailleurs.

Qu'il s'agisse de défendre avec courage la santé et la sécurité au travail dans les zones franches du Honduras (maquilas) ou des braves actions entreprises par nos consœurs et confrères des Philippines pour mettre fin à la corruption, la solidarité du SCFP envers ses partenaires a un impact profond. Pendant que nous défendons l'eau publique contre la privatisation ici au Canada, nos partenaires de la Colombie et d'ailleurs dans le monde développent des stratégies efficaces qui contribuent elles aussi à freiner la tendance à la privatisation de l'eau à l'échelle internationale.

Lorsque les membres du SCFP accueillent des travailleuses du vêtement du Bangladesh pour prendre la parole lors d'assemblées communautaires, nous faisons savoir aux entreprises canadiennes que nous refusons l'exploitation de ces travailleuses en tant que pratique normale des affaires, et ce, peu importe le lieu de production.

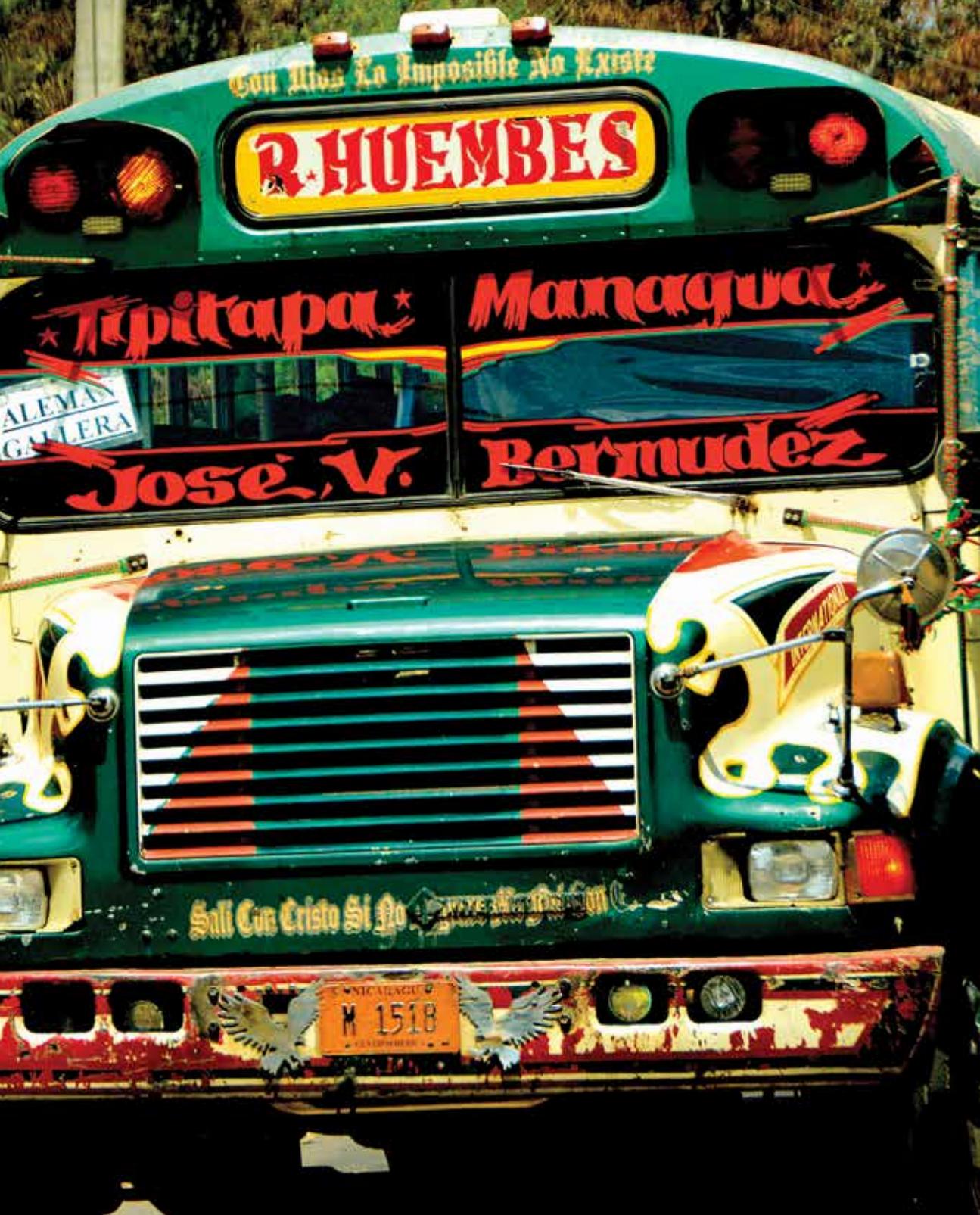
Nous vivons dans un village global où la défense des services publics contre la privatisation est essentielle au maintien d'une bonne qualité de vie. Notre collaboration avec l'Internationale des services publics éclaire nos discussions et nos stratégies. Ensemble, nous voulons promouvoir les services publics et défendre les droits de millions de travailleurs du monde entier.

Notre solidarité nous donne de la force et le partage de nos expériences bonifie nos stratégies.

Avec tout ce qui se passe chez nous comme ailleurs, le chemin à parcourir peut nous sembler difficile. Mais, comme l'a dit Nelson Mandela : « Cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. »

Pour en savoir plus sur le travail du SCFP en faveur de la justice dans le monde : scfp.ca/justicemondiale







▲
MARCHÉ À MANAGUA,
AU NICARAGUA

NOS DONATEURS

**Fonds pour la justice mondiale
1^{er} Avril 2013 – 31 Mars 2014**

SCFP national

Division de l'Ontario du SCFP

Division de la Saskatchewan du
SCFP

Division de l'Alberta du SCFP

Personnel du SCFP

SCFP 382 – Le Conseil de l'éduca-
tion du district scolaire 61, Victoria,
Colombie-Britannique

SCFP 1876 – Foyer communau-
taire Northside, Sydney Nord,
Nouvelle-Écosse

SCFP 2094 – Manoir Seaview, Glace
Bay, Nouvelle-Écosse

SCFP – Association métropoli-
taine de logement communautaire,
Nouvelle-Écosse

SCFP 2440 – CUSO-International,
Ottawa, Ontario

SCFP 3012 – Employés du Conseil
pour la coopération internationale
de la Saskatchewan, Regina

SCFP 3067 – Employés du foyer
d'accueil New Dawn, Sydney,
Nouvelle-Écosse

SCFP 3260 – Conseil scolaire de
l'Île-du-Prince-Édouard, Adjoints à
l'enseignement de la province

SCFP 3287 - Université de la
Saskatchewan

SCFP 3618 – Centre de soins prolon-
gés Ivy Meadows, Nouvelle-Écosse

SCFP 4150 – Employés de la
Direction de la santé du district de la
Vallée d'Annapolis, Nouvelle-Écosse

SCFP 4810 – Employés de la biblio-
thèque de Red Deer, Alberta

SCFP 4840 – Employés de la société
régionale d'habitation de l'Île du
Cap-Breton, Nouvelle-Écosse

SCFP 5047 – Employés de Conseil
scolaire de la région d'Halifax,
Halifax, Nouvelle-Écosse

Photographie Joshua Berson

**Membre du comité de Justice
mondiale et membres suppléants
2012-2013**

Elizabeth A. White,
Terre-Neuve-et-Labrador

Jonathan Fourdraine,
Nouvelle-Écosse

Maciej (Matthew) Zawadski,
Île-du-Prince-Édouard

Debbie Downey,
Nouveau-Brunswick

Pierre Girard, Québec

Safia Gahayr, Ontario

Marian White (co-présidente),
CUSO-International

Bill Hynd, OXFAM

Barbara Wood, CoDev

Sue Roth, Manitoba

Jose Juarez, Saskatchewan

Vickie Angell-Scheler (membre
suppléant), Saskatchewan

Mike R. McCann, Alberta

Doug Sprenger (co-président),
Columbie-Britannique

Carol Bunch, SEH

Karene Benabou,
Section de transport aérien

Denis Bolduc, liaison
avec le Comité exécutif national

Kelti Cameron,
personne-ressource



▲
ARTISTE À UNE ACTIVITÉ
DE LA JOURNÉE DES FEMMES
AU HONDURAS